

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



48997

Distr.  
GENERALE

E/CN.14/266  
13 décembre 1963

FRANCAIS  
Original: ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Sixième session  
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire révisé

RAPPORT DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

(Préparé par le Programme alimentaire mondial Nations Unies/FAO)



Original: Arabic  
 Date: 1966  
 No. 1966/1966  
 Date: 1966



ET SOCIAL  
 ECONOMIQUE  
 CONSEIL  
 NATIONS UNIES

Commission économique pour l'Afrique  
 Réunion  
 Addis-Abeba, 22 février - 2 mars 1966  
 Point 10 de l'ordre du jour: Travaux préparatoires révisés

Rapport du Programme d'assistance technique mondiale (EAO)  
 (Texte: voir le Programme d'assistance technique mondiale (EAO))



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL ONU/FAORAPPORT A LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Le premier rapport sur le Programme alimentaire mondial établi à l'intention de la Commission économique pour l'Afrique a été présenté lors de la cinquième session de cette Commission au mois de février 1963; il traitait essentiellement de la structure du Programme, de ses ressources et des activités qu'il doit comporter.

A cette époque, seul un petit nombre d'opérations d'urgence avaient été exécutées. Depuis lors, le Programme est passé graduellement du stade de la préparation générale et de la définition des politiques et des méthodes fondamentales au stade de la mise en oeuvre et de la gestion des projets concrets, notamment dans son secteur principal d'activités, à savoir l'aide alimentaire aux fins du développement économique et social, qui fait l'objet de demandes de plus en plus nombreuses.

Soutien dont bénéficie le Programme

Le Programme a été discuté et examiné ces derniers mois dans de très nombreuses réunions internationales et nationales telles que la douzième session de la Conférence de la FAO, la trente-sixième session du Conseil économique et social des Nations Unies, la quarantième session du Conseil de la FAO, le Congrès mondial de l'alimentation, la treizième Conférence générale de la Fédération internationale des producteurs agricoles, et plusieurs réunions de diverses organisations agricoles nationales. Il a été entièrement encourageant de constater l'intérêt et le soutien en faveur du Programme qui se sont presque invariablement manifestés au cours de ces discussions. Une tendance commune se retrouve dans les diverses résolutions adoptées par ces organismes, à savoir le souci d'atteindre aussitôt que possible le montant de 100 millions de dollars qui est l'objectif fixé pour le total des ressources du programme expérimental, et de voir pallier l'insuffisance actuelle des contributions en espèces qui nuit considérablement à la souplesse du Programme et par conséquent à sa valeur expérimentale.

Ressources

Au 30 novembre 1963, 57 Etats Membres s'étaient engagés à fournir des contributions au Programme; depuis le dernier rapport à la CEA, 19 nouveaux pays ont donc promis d'apporter des contributions, et l'on compte notamment parmi eux les pays africains suivants:

CONGO (Léopoldville)	LIBERIA
COTE-D'IVOIRE	LIBYE
DAHOMY	SIERRA LEONE
ETHIOPIE	TUNISIE

Le nombre des pays d'Afrique contribuant au Programme est donc passé de sept à seize. Les ressources disponibles ont atteint un total de 90 940 000 dollars, soit chiffre qui dépasse de 3,5 millions de dollars celui dont il était fait état dans le rapport précédent.

Projets de développement économique et social

L'utilisation de l'aide alimentaire en tant que moyen de promouvoir le développement économique et social représente une des activités essentielles du Programme alimentaire mondial. A cet égard, la politique du PAM consiste à utiliser l'aide alimentaire pour promouvoir des projets de développement bien définis. Cela lui permet notamment de définir d'une façon plus précise les buts des projets et d'en faire une évaluation complète. A en juger d'après le grand nombre de demandes officielles d'aide alimentaire pour le développement économique et social qui ont été reçues, cette formule "par projet" a été généralement accueillie avec faveur. Au 30 novembre 1963, compte tenu des projets d'alimentation spéciale, 107 demandes officielles d'aide alimentaire n'ayant pas un caractère d'urgence étaient en cours d'examen; elles se répartissent comme suit: Afrique 27, Asie 24, Europe 16, Amérique latine 21, Proche-Orient 19. Le coût total des produits alimentaires et fourragers au titre de ces projets est estimé à plus de 46 millions de dollars, ou à 59 millions si l'on tient compte des frais de transport, d'assurance et de contrôle. Le PAM reçoit environ 10 nouvelles demandes par mois et il est probable que vers le milieu de l'année prochaine, toutes les ressources disponibles auront été complètement engagées, sauf celles qui sont réservées pour les opérations d'urgence.

Quant à la nature des demandes de projets reçues jusqu'à présent, l'expérience montre que les projets de développement rural, qui comprennent l'agriculture et le développement communautaire, sont de loin les plus nombreux puisqu'ils représentent 68 pour cent de l'ensemble des demandes. Les projets d'alimentation spéciale représentent 17 pour cent et les projets non agricoles 15 pour cent des demandes. Les projets de développement rural comprennent les projets de colonisation agraire, de mise en valeur des terres, d'irrigation et de drainage, de boisement et de zootechnie. Il n'est pas étonnant que la plupart des demandes reçues jusqu'à maintenant concernent le développement des régions rurales, puisque dans les pays en voie de développement ce sont ces régions qui souffrent le plus du chômage et du sous-emploi et par conséquent de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition. La plupart des projets du PAM visent à contribuer directement à la solution des problèmes de ces parties des pays en voie de développement qui ont le plus grand besoin d'assistance et qui ne bénéficient pas toujours suffisamment de l'aide étrangère accordée dans d'autres domaines, notamment dans le domaine financier.

En préparant les projets de développement rural, le PAM met progressivement au point de nouvelles techniques destinées à donner aux travailleurs et à leurs familles un régime alimentaire satisfaisant, fondé sur des considérations nutritionnelles, ce qui permet d'améliorer simultanément leur état de santé, leur capacité de travail et leur niveau de vie en général. On espère que nombre de ces projets permettront de créer de nouveaux emplois permanents. Il ressort de plusieurs projets de ce genre qui sont actuellement en voie d'exécution que le Programme alimentaire mondial peut créer un champ d'activité entièrement nouveau dans le vaste domaine du développement rural.



Toutefois, l'importance accordée au développement rural ne signifie nullement que les autres possibilités d'utiliser les produits alimentaires aux fins du développement économique et social soient négligées. Si jusqu'à présent le pourcentage des projets non agricoles a été faible, c'est en partie parce que les gouvernements n'étaient pas suffisamment conscients des possibilités que l'aide alimentaire offre dans d'autres domaines, tels que la construction de routes, de logements, l'aménagement de sites industriels, etc. Lorsque cela est nécessaire, on compte examiner à nouveau ces possibilités avec les gouvernements, et utiliser en particulier au maximum les services que les départements techniques des Nations Unies peuvent offrir. Etant donné que le PAM est expérimental, il est hautement souhaitable d'acquérir de l'expérience dans les projets les plus divers et il est par conséquent de l'intérêt du programme d'entreprendre un plus grand nombre de projets non agricoles.

#### Projets de développement économique et social approuvés

Au 30 novembre 1963, le Directeur exécutif avait approuvé 14 projets de développement économique et social et programmes d'alimentation spéciale en vertu de l'autorité qui lui a été déléguée pour lui permettre d'approuver des projets dont le coût en produits n'excède pas 500 000 dollars. Le Comité gouvernemental ONU/FAO a approuvé 12 projets à ses troisième et quatrième sessions, ce qui porte le total des projets approuvés à 26.

#### Projets intéressant l'Afrique

Neuf des vingt-six projets approuvés sont destinés à promouvoir le développement économique et social ou à contribuer à l'exécution de programmes d'alimentation spéciale dans huit pays d'Afrique. De même que pour l'ensemble des projets, la partie de loin la plus importante de l'aide fournie par le PAM pour le développement économique et social des pays africains concerne l'agriculture. Sur les neuf projets approuvés, deux concernent des programmes d'alimentation spéciale et les autres la colonisation agraire et le développement rural.

#### Colonisation agraire au Ghana, au Soudan et au Tanganyika

La construction du barrage d'Assouan en Egypte et du barrage de la Volta au Ghana ayant entraîné la création de lacs artificiels, il est nécessaire de réinstaller ailleurs un grand nombre d'habitants.

Au Ghana, l'aide du PAM permettra de fournir pendant six mois des denrées alimentaires à 80 000 personnes qui sont réinstallées dans 52 villages. Une partie de ces denrées sera vendue et le produit des ventes aidera à rétribuer les 10 000 travailleurs employés à des travaux publics: construction de 10 000 maisons, de routes, de systèmes de drainage. En favorisant le développement des coopératives, la diversification des cultures et la mécanisation, le projet devrait également contribuer à modifier la structure de l'agriculture qui est actuellement fondée sur les cultures de subsistance et entraîner, ainsi, une amélioration des méthodes de production et le relèvement du niveau de vie des populations.

Pour la mise en oeuvre de ce projet, le PAM fournira au total 6 172 tonnes de denrées alimentaires comprenant du blé, du maïs, des conserves de poisson et de viande, du lait écrémé en poudre, de l'huile et du beurre de soja, d'une valeur totale de 1 185 960 dollars.

Au Soudan la construction du barrage d'Assouan entraîne l'évacuation de 50 000 habitants de Wadi Halfa. Dans le cadre d'un vaste programme de réinstallation et de mise en valeur de nouvelles terres entrepris par le gouvernement, les agriculteurs déplacés seront réinstallés à Khashm-El-Girba. Des denrées alimentaires fournies par le PAM (5 290 tonnes) d'une valeur de 763 810 dollars, seront gratuitement distribuées aux colons pour leur permettre de subsister pendant leur voyage de plus de 1 200 km et pendant les premières étapes de leur installation jusqu'à ce qu'ils obtiennent leurs premières récoltes. Le gouvernement a entrepris la construction de nouveaux villages et d'un système d'irrigation dans la zone de colonisation. En outre pour permettre aux agriculteurs de faire fonctionner leurs exploitations dans la période de démassage, il leur fournira à titre de prêts à long terme, des outils agricoles, des semences et des engrais.

Au Tanganyika, où il s'agit de trouver les nouvelles possibilités d'emploi pour les populations sous-employées qui vivent actuellement dans des zones urbaines surpeuplées, le gouvernement a entrepris des projets de colonisation sur des terres encore incultes. Le PAM fournira pour ce projet 2 139 tonnes de produits d'une valeur de 258 000 dollars, qui permettront de pourvoir à la nourriture des colons pendant les premiers stades de leur installation. Ce projet devrait avoir pour résultat non seulement de créer des emplois permanents pour plusieurs milliers de personnes, mais également d'apporter une petite contribution au développement économique du Tanganyika par l'accroissement de la production agricole.

#### Restauration des terres et développement rural au Tchad et au Maroc

L'objet de l'aide fournie par le PAM au Tchad est de permettre au gouvernement de ce pays de fournir des produits alimentaires locaux aux agriculteurs du Lac Tchad qui restaurent les terres agricoles en réparant et en construisant des digues. Le PAM fournira au gouvernement 5 880 tonnes de blé qui seront vendues à une nouvelle minoterie de Fort Lamy. Avec le produit de ces ventes, le gouvernement achètera des denrées alimentaires indigènes qui seront distribués aux agriculteurs occupés aux travaux de restauration des terres.

En outre, les denrées alimentaires indigènes achetées avec le produit de la vente du blé fourni par le PAM serviront à mettre en oeuvre un programme d'alimentation scolaire ayant pour objet d'accroître le taux de fréquentation scolaire qui est actuellement très bas et d'améliorer les habitudes alimentaires de la population.

L'aide fournie par le PAM vise à permettre aux agriculteurs de participer aux travaux de restauration des terres, et le gouvernement espère que, grâce à la création de nouveaux "polders" où pourra être pratiquée une agriculture intensive, la production de blé atteindra 8 000 tonnes par an.



Pour aider le Gouvernement du Maroc à améliorer les conditions de vie rurale et la production agricole dans la région du Rif occidental, le PAM lui fournit 6 000 tonnes de denrées alimentaires d'une valeur de 478 000 dollars; ces produits seront utilisés pour payer une partie des salaires des petits exploitants qui participent à la mise en oeuvre des projets de développement rural pendant la période de l'année où leurs exploitations ne nécessitent pas beaucoup de travail. Outre la contribution qu'ils apporteront à l'amélioration des conditions rurales, les projets entrepris avec l'aide du PAM devraient permettre de montrer comment peut s'opérer la transformation agraire.

#### Installation de nomades et élevage dans la République arabe unie; développement communautaire au Soudan

Afin de fixer les propriétaires de troupeaux d'ovins, et d'améliorer les méthodes de pâturage dans les zones côtières de la RAU, le PAM fournira au Gouvernement de ce pays 40 000 tonnes d'orge à utiliser comme réserve de fourrage pour les moutons pendant la saison sèche et qui permettront aussi d'éviter la surcharge des pâturages disponibles..

Pour aider les nomades à s'établir de façon permanente sur les terres restaurées que leur distribue le Gouvernement, le PAM fournira également 817 tonnes de denrées alimentaires (boeufs en conserve, poisson séché, huiles comestibles, fromage, fruits secs, thé et lait en poudre) qui seront gratuitement distribués aux éleveurs et à leurs familles. Le coût total des produits du PAM s'élève à 2 800 000 dollars.

L'objectif du projet de développement communautaire entrepris au Soudan est d'accroître la production agricole, blé et sucre notamment dans les régions de Khartoum et de Managil, en secondant les efforts déployés à cette fin par les habitants de 110 villages. Le PAM fournira 1 000 tonnes de produits alimentaires divers, d'une valeur de 231 700 dollars, qui seront distribués aux ménages agricoles participant à des projets d'aménagement des sols, d'irrigation, de construction de routes et autres travaux destinés à favoriser le développement économique des communautés. Les produits alimentaires du PAM peuvent, à concurrence de 20 pour cent du montant total de l'aide, être vendus pour permettre l'achat d'outils et de matériaux de construction nécessaires à l'exécution des travaux prévus.

#### Programmes d'alimentation scolaire en Mauritanie et au Togo

L'aide fournie par le PAM au titre de ces deux programmes a pour objectif principal de relever le taux de fréquentation scolaire.

En Mauritanie, les écoles secondaires et les écoles professionnelles ne suffisent pas pour accueillir tous les enfants qui seraient en mesure de les fréquenter après avoir achevé leurs études primaires. L'aide du PAM a pour but de permettre au gouvernement de développer les internats dans ces deux branches de l'enseignement. Elle permettra non seulement d'accroître de 25 pour cent le nombre des inscriptions, mais donnera également aux établissements d'enseignement la possibilité de poursuivre les cours pendant toute l'année scolaire au lieu de les interrompre prématurément en raison de l'insuffisance des fonds disponibles.

Au Togo, l'assistance du PAM permettra de fournir des repas à 5 000 écoliers de 5 villages du Togo central et septentrional où la fréquentation scolaire est peu satisfaisante du fait que les enfants habitent souvent trop loin des écoles pour pouvoir retourner chez eux pour le déjeuner. Les écoles n'étant pas équipées actuellement pour assurer les repas aux écoliers, une partie des produits alimentaires du PAM servira à rémunérer en nature les travailleurs qui construiront quinze cantines scolaires et les entrepôts nécessaires à leur fonctionnement.

L'aide du PAM, qui représente une valeur de 376 000 dollars pour les deux programmes, permettra d'inculquer aux enfants de meilleures habitudes alimentaires et l'on compte par là influencer aussi le milieu familial.

### Etudes et évaluations

Le programme ne fonctionne effectivement que depuis moins d'un an seulement. Il est donc encore trop tôt pour formuler ne serait-ce qu'un jugement provisoire sur ses résultats, mais des dispositions sont prises dès maintenant en vue de son évaluation finale, de façon que l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence de la FAO puissent prendre en connaissance de cause leurs décisions sur l'avenir du programme avant le 31 décembre 1965, date à laquelle doit prendre fin la période expérimentale.

En outre, 5 études du PAM traitant de problèmes de fond posés par l'aide alimentaire et son administration vont être entreprises à brève échéance, qui devraient fournir une contribution précieuse à l'évaluation globale du programme. Afin de permettre à l'ONU et à la FAO, ainsi qu'aux gouvernements intéressés, d'examiner dès que possible les résultats du programme, il a été convenu que le Directeur exécutif présentera au début de 1965 un rapport provisoire sur l'état d'avancement des travaux. Un groupe d'experts qui seront choisis par le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de la FAO examinera le rapport du Directeur exécutif ainsi que les études du PAM. Les conclusions de ces experts, assorties des commentaires du Secrétaire général et du Directeur général, seront présentées au Comité intergouvernemental au mois de mars ou d'avril 1965, puis aux sessions de l'ECOSOC et du Conseil de la FAO qui se tiendront la même année. Les recommandations de ces deux Conseils et le rapport final du Directeur exécutif qui sera publié à la fin de 1965 fourniront à l'Assemblée générale et à la Conférence de la FAO, pour leurs sessions de 1965, les renseignements complets dont elles auront besoin pour décider de l'orientation et de l'ampleur futures du Programme alimentaire mondial.